

- (b) Decreto-Lei N°63/81 - Establece as normas juridicas necessarias a protecao, exploracao e gesto dos recursos marinhos da Zona Economica Exclusiva, a que se refere o Decreto-Lei N° 15/78 (Traduction française/French translation).

CHAPITRE PREMIER - Dispositions générales

Article 1^{er} : Aux fins du présent décret-loi et pour son application, on entend par:

- Pêche maritime: tout acte visant à capturer ou à extraire des animaux ou des végétaux pour lesquels l'eau de mer constitue le moyen d'existence normal ou le plus fréquent;
- Pêche commerciale: toute activité de pêche maritime à des fins lucratives;
- Pêche scientifique: toute activité de pêche maritime à des fins d'étude ou de recherche;
- Pêche récréative: toute activité de pêche maritime à titre de sport ou de loisir et à des fins non lucratives;
- Pêche artisanale: celle qui est pratiquée avec des pirogues ou avec des barques d'une longueur totale maximum de 9 mètres et dans la limite maximum des 12 milles marins ou la pêche au moyen de filets ou d'autres engins de pêche similaires;
- Pêche semi-industrielle: celle qui est pratiquée avec des bateaux de faible jauge avec une longueur totale ne dépassant pas 20 mètres, actionnés par un moteur intérieur et pouvant utiliser la glace ou leur propre réfrigération pour la conservation de leurs propres prises;
- Pêche industrielle: celle qui est pratiquée avec des embarcations d'une longueur totale supérieure à 20 mètres.

- Article 2:
- 1° Aux effets du présent décret-loi, est considérée comme bateau de pêche, toute embarcation dotée d'instruments ou d'installations prévues pour la capture ou la poursuite d'animaux marins.
 - 2° Sont applicables les dispositions du numéro précédent aux pirogues ou à tout autre type d'embarcation se déplaçant à la voile ou à l'aide d'un petit moteur.

- Article 3:
- 1° Le droit de pêche à l'intérieur de la zone économique exclusive de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe appartient à l'Etat.
 - 2° Par accord conclu entre l'Etat de Sao Tomé-et-Principe et d'autres Etats ou institutions privées, pourront être autorisés temporairement des navires étrangers à se livrer à des opérations de pêche dans la zone économique exclusive de Sao Tomé-et-Principe.

- 3° Les navires étrangers ne pourront pas pêcher à l'intérieur de la zone maritime de 12 milles considérée comme mer territoriale.
- 4° L'interdiction prescrite à l'alinéa précédent pourra être revue par le Gouvernement dans des cas considérés comme présentant un grand intérêt pour l'Etat de Sao Tomé-et-Principe.

Article 4: L'accord prévu à l'article précédent devra contenir une ou plusieurs des conditions suivantes:

- a) Formation technique de ressortissants de Sao Tomé-et-Principe;
- b) Financement pour le développement de l'industrie des pêches de Sao Tomé-et-Principe;
- c) Paiement d'une redevance;
- d) Remise à l'Etat de Sao Tomé-et-Principe d'un pourcentage du poisson capturé;
- e) Inclusion d'inspecteurs du Gouvernement dans les unités de pêche étrangères;
- f) Inclusion de ressortissants de Sao Tomé-et-Principe dans les équipages des navires.

Article 5: L'Etat de Sao Tomé-et-Principe pourra encourager ou autoriser la pêche scientifique, particulièrement quand il s'agit d'obtenir des données sur les ressources de la mer susceptibles d'être

Article 6: Personne ne pourra, à titre individuel ou collectif, se livrer à l'exercice de la pêche dans la zone économique exclusive de Sao Tomé-et-Principe sans y avoir été dûment autorisé.

CHAPITRE II - Des conditions à remplir pour l'exercice de la pêche

Article 7: L'exercice de la pêche par n'importe quel moyen peut être limité ou interdit dans le temps ou dans l'espace, si cette limitation ou cette interdiction est nécessaire pour protéger la reproduction ou la croissance des espèces.

Article 8: Les autorités compétentes fixeront les limites et les modalités d'exercice de la pêche, en déterminant spécifiquement:

- a) Les moyens, les méthodes et les engins dont l'emploi est permis pour chaque type de pêche;
- b) les espèces que l'on est autorisé à capturer et leurs caractéristiques;
- c) les quantités maximums de chaque espèce dont la prise est autorisée;
- d) les périodes et les heures pour chaque type de pêche.

Article 9: Il est expressément interdit de se livrer à l'exercice de toute activité de pêche:

- a) en utilisant des matières explosives ou des substances toxiques susceptibles d'affaiblir, d'étourdir, d'exciter ou de tuer des animaux marins;
- b) de détenir à bord de bateaux de pêche sans autorisation des substances ou matières visées à l'alinéa précédent;
- c) d'utiliser des engins dont l'emploi est interdit ou qui ne correspondent pas aux caractéristiques légalement exigées.

Article 10: Est seule permise la pêche dans des zones, périodes ou heures légalement fixées.

CHAPITRE III - Des engins de pêche

Article 11: Ne seront autorisés pour l'exercice de la pêche que les engins dont l'emploi et les règles d'utilisation sont expressément prévus dans le présent décret-loi ou dans les règlements d'application.

Article 12: Tous les engins de pêche, quelle que soit leur dénomination, leur forme, leur destination et leurs dimensions sont, selon le présent décret-loi et ses règlements d'application, classés dans les cinq catégories suivantes:

- a) filets
- b) lignes et hameçons
- c) trappes
- d) engins de pêche par blessure
- e) engins de récolte.

Article 13: Les filets sont, d'après les dispositions du présent décret-loi, classés en quatre catégories:

- a) fixes
- b) mobiles
- c) chaluts
- d) sennes.

Article 14: 1° Les filets fixes sont ceux qui fixés au fond au moyen de pieux, de cordes ou de poids, ne changent pas de position après avoir été arrimés.

2° Tout filet fixe qui est arrimé de manière à balayer le fond, au lieu d'être rivé sûrement dans un lieu fixe sera considéré comme un engin de pêche interdit.

- Article 15:
- 1° Les filets mobiles sont ceux qui, immergés dans les couches superficielles de la mer, sont entraînés par le vent, par le courant ou par les vagues sans jamais toucher le fond.
 - 2° Les filets qui sont employés de manière à être fixés au fond ou dont la partie inférieure balaie le fond, peuvent être considérés selon le cas soit comme des filets fixes soit comme des chaluts et soumis aux mêmes interdictions.

- Article 16:
- 1° Les chaluts sont les filets qui immergés au moyen de corps lourds et pris dans leur partie inférieure sont entraînés par l'action d'une force quelconque.
 - 2° Les chaluts se subdivisent en deux catégories:
 - a) la première catégorie comprend les filets qui sont remorqués par un ou plusieurs bateaux, pouvant ensuite être à mi-eau (pélagiques) ou au fond (espèces démersales);
 - b) la seconde catégorie comprend ceux qui sont poussés à la main ou mécaniquement par le bord d'une embarcation ou ceux qui, immergés au fond, sont immédiatement hissés à la surface de la terre ou de la mer.
 - 3° L'utilisation des chaluts compris dans la première catégorie n'est autorisée qu'à une distance de 50 milles marins à partir des lignes de base, sauf autorisation de caractère spécial accordée par les autorités compétentes.
 - 4° Sont réglementées les zones maritimes où ne pourront être utilisés les chaluts de la deuxième catégorie.

Article 17: Les sennes sont les filets qui, lancés d'une embarcation sont, avec leur partie supérieure, maintenus à la surface ou au moyen de bouées et leur partie inférieure, suspendus par l'action de poids, mais sans toucher le fond, et ayant pour objectif d'encercler les prises, après quoi elles sont hissées à bord.

CHAPITRE IV Des droits de pêche dans la zone économique exclusive de Sao Tomé-et-Principe

Article 18: Les bateaux de pêche battant pavillon de Sao Tomé-et-Principe ou battant pavillon étranger, mais auxquels a été accordée l'autorisation de pêcher dans la zone économique exclusive de Sao Tomé-et-Principe, devront être munis d'un permis de pêche.

Article 19: Sont institués quatre types de permis de pêche:

- a) permis pour la pêche artisanale;
- b) permis pour la pêche semi-industrielle;
- c) permis pour la pêche des espèces pélagiques, à l'exclusion des thonidés;
- d) permis pour la pêche spécifique de thonidés.

Article 20: Les permis de pêche sont délivrés par les autorités compétentes de Sao Tomé-et-Príncipe.

Article 21: Les permis de pêche auront une validité d'un an et seront renouvelables, pour des périodes successives de même durée, à partir de la date de leur délivrance, sauf dans les cas prévus dans des accords spécifiques.

- Article 22:
- 1° La taxe annuelle pour la délivrance ou la renouvellement d'un permis de pêche industrielle à des navires étrangers est fixée au montant correspondant à 3 800 Db par tonne de jauge brute du bateau de pêche, en monnaie convertible.
 - 2° Les bateaux étrangers qui pêchent avec un permis dans les eaux de Sao Tomé-et-Príncipe paieront en monnaie convertible pour chaque trimestre et à la fin de celui-ci jusqu'à 20 pour cent de la valeur internationale de la capture totale réalisée pendant ladite période.
 - 3° Les bateaux étrangers qui pêchent dans la zone économique exclusive de Sao Tomé-et-Príncipe doivent communiquer par radio aux autorités compétentes:
 - a) lorsqu'ils entrent dans la zone économique exclusive de Sao Tomé-et-Príncipe et les captures qui sont en leur possession ce moment-là;
 - b) leur emplacement journalier;
 - c) par capture, son emplacement, la quantité et la qualité capturées;
 - d) le moment de la sortie de la zone.

CHAPITRE V -

Section I - Des infractions

Article 23: La surveillance et le contrôle des infractions au présent décret-loi et à ses dispositions réglementaires sont de la compétence des agents habilités à cet effet par l'Administration maritime locale et par le Service national de surveillance maritime.

Article 24: Les agents mentionnés à l'article précédent sont compétents, dans l'exercice de leurs fonctions, pour visiter les bateaux de pêche pendant leurs activités, et sont habilités à requérir l'aide de la force publique pour la vérification ou la poursuite des infractions, de même que pour la saisie des embarcations, engins et matières premières interdits ou du poisson pêché en violation des dispositions du présent décret-loi.

- Article 25:
- 1° Lorsqu'il constate l'existence d'une infraction, l'agent dressera un procès-verbal qui contiendra, autant que possible, un bref exposé des faits et de leurs circonstances, l'identification de l'auteur de l'infraction et des témoins, ainsi que la description des produits et engins saisis.
 - 2° Le procès-verbal doit être signé par l'agent et, si possible, par l'auteur de l'infraction ou à la demande de ce dernier.

- Article 26:
- 1° Dans le délai maximum de quarante-huit heures, le procès-verbal de même que les objets saisis sont remis à l'autorité maritime territoriale compétente.
 - 2° Dans le cas où l'infraction comporte la peine d'emprisonnement, le procès-verbal devra être remis à l'agent du ministère public près le tribunal judiciaire compétent.
 - 3° Si le produit saisi provient d'un acte de pêche interdit et si sa consommation est d'intérêt public, il sera vendu sur le marché local. Le produit de la vente sera consigné jusqu'à la décision des autorités mentionnés aux numéros précédents.
 - 4° L'autorité maritime locale est compétente pour appliquer les amendes prévues dans le présent décret-loi.

Article 27: Une fois passé le délai de dix jours à partir de la date de notification pour le paiement volontaire de l'amende ou si l'auteur de l'infraction déclare ne pas vouloir effectuer le paiement volontaire, ou observera les dispositions de l'article 35.

Section II - Des infractions commises par des bateaux étrangers

Article 28: Tout bateau étranger surpris à pêcher ou se livrant à des préparatifs de pêche dans la zone économique exclusive de Sao Tomé-et-Principe, en violation des dispositions du présent décret-loi, sera arraisonné et conduit au port de Sao Tomé-et-Principe le plus proche.

- Article 29:
- 1° L'arraisonnement pourra avoir lieu au-delà de la zone économique exclusive de Sao Tomé-et-Principe, si la poursuite a commencé à l'intérieur de ladite zone.
 - 2° On présume que le droit de poursuite commence dès l'émission du signal, visuel ou acoustique, ordonnant l'arrêt du bateau étranger, à une distance qui permet d'être vu ou entendu par ledit bateau étranger.
 - 3° Le droit de poursuite cesse lorsque le bateau étranger entre dans la mer territoriale du pays auquel il appartient ou dans celle d'un Etat tiers.

- Article 30:
- 1° Si le bateau étranger refuse de s'arrêter après la troisième émission du signal acoustique ou visuel, le bateau patrouilleur et de surveillance de Sao Tomé-et-Principe lâchera devant lui une rafale d'avertissement.
 - 2° Si le bateau étranger persiste à fuir et, en cas de nécessité absolue, il sera fait feu sur lui, en évitant autant que possible de blesser les personnes à bord.

Article 31: 1° Si le bateau étranger s'arrête au signal qui lui est fait par le bateau patrouilleur et de surveillance de Sao Tomé-et-Principe, un détachement commandé par l'officier du patrouilleur montera à bord du bateau étranger.

- 2° Ce détachement vérifiera les documents du bateau et, en particulier, le permis de pêche, les engins utilisés, et la présence ou non à bord de matières ou substances toxiques interdites par le présent décret-loi.

Article 32: Au cas où une infraction serait constatée, le bateau sera arraisonné et conduit au port de Sao Tomé-et-Príncipe le plus proche. Il sera fait application des dispositions des articles 26 et 27, le bateau restant arraisonné et tous les documents indispensables à la navigation restant saisis, jusqu'à détermination des autorités locales compétentes.

Article 33: L'autorité maritime locale qui procède à l'arraisonnement du bateau doit prendre immédiatement les mesures suivantes:

- a) communiquer le fait à l'organisme compétent de l'administration centrale, afin que celle-ci prenne des dispositions immédiates sur le sort du poisson susceptible de se détériorer;
- b) aviser du fait le Ministère des affaires étrangères et de la coopération qui interviendra par la voie diplomatique auprès de la représentation diplomatique du Gouvernement de l'Etat, dont le navire battait pavillon;
- c) supprimer, le cas échéant, l'autorisation respective de pêche.

Article 34: Si l'infraction n'est réprimée que par une amende, l'arraisonnement du bateau pourra être levé, moyennant le versement d'une caution, sur l'ordre de l'autorité maritime locale, dont le montant ne pourra jamais être inférieur au maximum de la peine applicable.

Article 35: 1° En cas de non paiement de l'amende appliquée, dans les trente jours suivant la date de notification, le bateau sera vendu aux enchères publiques; l'excédent, après paiement de l'amende et des autres charges, sera déposé à la Banque Nationale de Sao Tomé-et-Príncipe, à l'ordre du propriétaire du bateau.

- 2° Les mouvements relatifs à ce dépôt bancaire seront soumis aux dispositions des lois de Sao Tomé-et-Príncipe en matière de change.

Article 36: Sans préjudice des cautions prévues dans le présent décret-loi, le produit d'une pêche interdite sera saisi et déclaré perdu en faveur de l'Etat de Sao Tomé-et-Príncipe. Les engins interdits seront détruits, à moins que l'Etat ne soit intéressé à leur utilisation.

CHAPITRE VI - Des peines

Article 37: Les sanctions prévues dans le présent décret-loi sont applicables:

- a) au capitaine ou au patron quand l'infraction est commise par un bateau, l'armateur étant dans ce cas solidairement responsable du paiement des amendes;
- b) aux délinquants proprement dits, s'agissant d'autres cas.

Article 38: L'absence de permis pour la pêche artisanale est punie d'une amende de 500 à 1000 Db.

Article 39: L'absence de permis pour la pêche semi-industrielle est punie d'une amende de 50 000 à 100 000 Db.

Article 40: L'absence de permis pour la pêche pélagique - à l'exclusion des thonidés - est punie d'une amende correspondant à 380 000 Db par tonne de jauge brute du bateau, en monnaie convertible.

Article 41: L'absence de permis pour la pêche des thonidés est punie d'une amende correspondant à 570 000 Db par tonne de jauge brute du bateau, en monnaie convertible.

Article 42: L'inobservation des dispositions des points 1 et 2 de l'article 22 implique la perte immédiate du permis de pêche et une amende correspondant à la valeur de prises effectuées dans les limites de la zone.

Article 43: 1° Quiconque utilise pour la pêche des matières explosives commet un crime puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 5 000 000 de Db, augmentée de 50 000 Db par tonne de jauge brute du bateau, en monnaie convertible.

2° L'emploi pour la pêche de substances toxiques susceptibles d'affaiblir, d'étourdir, d'exciter ou de tuer les animaux aquatiques est un crime puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende d'un montant correspondant au triple des dispositions énoncées au numéro précédent, en monnaie convertible.

3° La détention à bord d'un bateau sans autorisation de matières explosives ou de substances toxiques susceptibles d'affaiblir, d'étourdir, d'exciter ou de tuer les animaux aquatiques sera punie d'une amende de 5 000 000 Db, en monnaie convertible.

Article 44: Quiconque utiliserait pour la pêche des engins interdits ou qui ne répondent pas aux caractéristiques prévues dans le présent décret-loi ou aux règles émises pour sa réglementation, sera puni d'une amende de 6 000 000 Db, en monnaie convertible.

Article 45: L'exercice de la pêche dans des zones, à des périodes ou à des heures légalement interdites est puni d'une amende de 500 000 Db, en monnaie convertible.

Article 46: Quiconque empêche ou s'oppose à la visite à bord d'un agent dans l'exercice de ses fonctions commet le crime de désobéissance et encourt une amende de 600 000 Db, en monnaie convertible.

Article 47: Le montant des amendes prévues dans les dispositions du présent décret-loi est élevé au double:

a) quand l'infraction a lieu dans la mer territoriale de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe;

b) dans les cas de récidive.

CHAPITRE VII - Dispositions finales

Article 48: Les cas douteux ou les omissions contenues dans le présent décret-loi seront résolus par arrêté du Ministère de l'agriculture et des pêches.

Article 49: Est abrogée toute la législation contraire aux dispositions du présent décret-loi.

DIÁRIO DA



REPÚBLICA

S. TOMÉ E PRÍNCIPE

PREÇO DESTE NÚMERO — Dó 12,00

A correspondência respeitante à publicação de artigos no Diário da República, a ser assinada e a custo de impressão, deve ser dirigida à Direcção de Artes Gráficas — Caixa Postal n.º 24 — S. Tomé.

Os preços das assinaturas fora do País são até 50% superiores à respectiva para o território.

Assinaturas

	Ano	Semestre	Trimestre
Dentro do País	Dó 370,00	180,00	70,00
No estrangeiro	Dó 480,00	240,00	100,00

Taxa de envio — (para 4 páginas) Dó 4,00

Os artigos publicados antes de ser tomada a assinatura são considerados vazios.

Anúncios — por cada linha de corpo 5 ... Dó 12,00 (As repetições têm o desconto de 50%)

Em publicidade para a 1ª, 2ª e 3ª páginas há 40% sobre o preço de anúncio.

As fotos devem ser publicadas, sem que sejam acompanhadas de seu custo provável e prazo, não será, quando houver espaço disponível para elas.

3.º SUPLEMENTO

SUMÁRIO

Conselho de Ministros

Decreto-Lei n.º 63/81:

Estabelece as normas jurídicas necessárias à protecção, exploração e gestão dos recursos marinhos da Zona Económica Exclusiva, a que se refere o Decreto-Lei n.º 15/80, de 16 de Junho.

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto-Lei n.º 63/81

Em 16 de Junho de 1978 foi promulgado o Decreto-Lei n.º 15/78 que estabelece a Zona Económica Exclusiva à Zona adjacente ao mar territorial da República Democrática de S. Tomé e Príncipe com a extensão de duzentas milhas marítimas, medidas a partir das linhas de base que servem para medir a largura do mar territorial:

Tornando-se necessário estabelecer as normas jurídicas necessárias à protecção, exploração e gestão dos recursos marinhos da Zona Económica Exclusiva;

Nestes termos;

Usando da faculdade conferida pela alínea s) do artigo 32.º da Constituição, o Governo da República Democrática de S. Tomé e Príncipe decreta e eu promulgo o seguinte:

CAPÍTULO I

DISPOSIÇÕES GERAIS

Artigo 1.º Para os fins do presente decreto-lei e para sua aplicação, entende-se por:

— Pesca marítima: todo o acto com o fim de capturar ou de extrair animais ou vegetais, para os

quais a água do mar constitui o meio de vida normal ou a mais frequente;

— Pesca comercial: toda a actividade de pesca marítima com fins lucrativos;

— Pesca científica: toda a actividade de pesca marítima com fins de estudo ou de investigação;

— Pesca recreativa: toda a actividade de pesca marítima a título desportivo ou de lazer e com fins não lucrativos;

— Pesca artesanal: a praticada com canoas ou barcos até 9 metros de comprimento total e dentro do limite máximo das 12 milhas marítimas ou a pé por meio de redes ou outros artefactos de pesca;

— Pesca semi-industrial: a praticada com barcos de fraco calado, com comprimento total não ultrapassando os 20 metros, propulsionados por motor interior e podendo utilizar gelo ou refrigeração própria para conservação das suas capturas;

— Pesca industrial: a praticada com barcos com comprimento total superior a 20 metros.

Art. 2.º — 1. Para efeitos do presente Decreto-Lei, considera-se navio de pesca, toda a embarcação dotada de instrumentos ou instalações concebidas para a captura ou simples perseguição de animais marinhos.

2. As canoas ou qualquer outro tipo de embarcações movidas à vela ou por um pequeno motor são aplicáveis às disposições de número anterior.

Art. 3.º — 1. O direito de pesca dentro da Zona Económica Exclusiva da República Democrática de S. Tomé e Príncipe pertence ao Estado Santomense.

2. Por acordo celebrado entre o Estado Santomense e outros Estados ou instituições privadas poderão ser autorizados temporariamente os navios estrangeiros a fixarem-se às operações de pesca na Zona Económica Exclusiva Santomense.

3. Os barcos estrangeiros não poderão pescar dentro da zona marítima das 12 milhas considerada mar territorial.

4. A proibição da alínea anterior poderá ser revista pelo Governo quando se tratar de casos considerados de grande interesse para o Estado Santomense.

Art. 4.º O acordo previsto no artigo precedente deverá incluir uma ou mais das seguintes condições:

- a) Formação Técnica de cidadãos Santomenses;
- b) Financiamento para o desenvolvimento da indústria pesqueira Santomense;
- c) Pagamento duma renda;
- d) Entrega ao Estado Santomense de uma percentagem do pescado capturado;
- e) Inclusão de inspectores do Governo nas unidades de pesca estrangeiras;
- f) Inclusão de cidadãos Santomenses nas tripulações dos navios.

Art. 5.º O Estado Santomense poderá encorajar ou autorizar a pesquisa científica particularmente quando se trate de obter dados sobre recursos marinhos susceptíveis de serem explorados.

Art. 6.º Nenhuma pessoa em nome singular ou colectivo poderá dedicar-se ao exercício da pesca, na Zona Económica Exclusiva Santomense, sem estar devidamente autorizada.

CAPÍTULO II

Das condições para exercício da pesca

Art. 7.º O exercício da pesca por qualquer processo, pode ser limitado ou proibido no tempo ou no espaço, sempre que a limitação ou proibição fôr necessária para preservar a reprodução ou crescimento das espécies.

Art. 8.º As autoridades competentes fixarão os limites e modalidades do exercício da pesca, determinando nomeadamente:

- a) Os meios, os métodos e os engenhos que são permitidos usar para cada tipo de pesca;
- b) As espécies que são permitidas capturar e as suas características;
- c) As quantidades máximas de cada espécie cuja captura é autorizada;
- d) Os períodos e horas para cada tipo de pesca.

Art. 9.º É expressamente proibido no exercício de qualquer actividade de pesca:

- a) Fazer uso de matérias explosivas ou substâncias tóxicas susceptíveis de enfraquecer, atordoar, excitar ou

b) A detenção a bordo dos navios de pesca sem autorização de substâncias e matérias referidas na alínea anterior;

c) Fazer uso de engenhos cuja utilização é interdita ou que não correspondem às características legalmente exigidas.

Art. 10.º Só é permitida a pesca em zonas, períodos ou horas legalmente estabelecidas.

CAPÍTULO III

Dos Engenhos de Pesca

Art. 11.º Somente serão autorizados para o exercício da pesca, engenhos cujo uso e regras de utilização estão expressamente previstas no presente decreto-lei ou em diplomas regulamentares.

Art. 12.º Todos os engenhos de pesca, qualquer que seja a sua denominação, forma, destino e dimensões são segundo o presente decreto-lei e textos feitos para sua regulamentação, classificados nas cinco categorias seguintes:

- a) Redes;
- b) Linhas e anzóis;
- c) Armadilhas;
- d) Engenhos de pesca por fermento;
- e) Engenhos de colheita.

Art. 13.º As redes são segundo as disposições do presente decreto-lei, classificadas em 4 categorias:

- a) Fixas;
- b) Flutuantes;
- c) De arrasto;
- d) De cerco.

Art. 14.º — 1. As redes fixas são aquelas que presas no fundo por meio de estacas, cordas ou pesos, não mudam de posição depois de serem escoradas.

2. Toda a rede fixa que seja empregue de forma a arrastar no fundo, em vez de estar segura num lugar fixo, será considerado engenho proibido.

Art. 15.º — 1. As redes flutuantes são aquelas que, imergidas nas camadas superficiais do mar, são arrastadas pelo vento, pela corrente ou pelas ondas, sem nunca tocarem no fundo.

2. Aquelas redes que sejam empregues de forma a fixarem-se no fundo ou cuja parte inferior arraste no fundo, podem ser consideradas segundo o caso como redes fixas ou redes de arrasto e sujeitas às mesmas proibições.

Art. 16.º — 1. As redes de arrasto são aquelas que imergidas por meio de corpos pesados e presos na sua parte inferior, são arrastadas por acção de uma força qualquer.

2. As redes de arrasto subdividem-se em duas categorias:

- a) A primeira categoria compreende as redes que são arrastadas a reboque de um ou vários barcos, podendo ainda ser, a meia água (pelágicas), ou no fur

b) A segunda categoria compreende as que são puxadas a braço ou mecanicamente para a margem ou para bordo de uma embarcação ou ainda aquelas que, mergulhadas no fundo, são imediatamente içadas à superfície em terra ou no mar.

3. A utilização das redes de arrasto englobadas na primeira categoria, é somente autorizada a uma distância de 50 milhas marítimas para fora das linhas de base, salvo autorização de carácter especial, concedida pelas autoridades competentes.

4. Serão regulamentadas as zonas marítimas onde não poderão ser utilizadas as redes de arrasto da segunda categoria.

Art. 17.º As redes de cerco são as que, lançadas de uma embarcação, ficam com a sua parte superior mantida à superfície por meio de bóias, e a sua parte inferior suspensa por acção de pesos, mas sem tocarem no fundo, tendo como finalidade cercar as capturas após o que são içadas para bordo.

CAPÍTULO IV

Dos Direitos de Pesca na Zona Económica Exclusiva Santomense

Art. 18.º Os navios de pesca arvorando pavilhão Santomense ou arvorando pavilhão estrangeiro mas cuja autorização de pesca na Zona Económica Exclusiva Santomense foi concedida, devem estar munidos de licença de pesca.

Art. 19.º São instituídos quatro tipos de licença de pesca:

- a) Licença para pesca artesanal;
- b) Licença para pesca semi-industrial;
- c) Licença para pesca de pelágicos, não incluindo os tunídeos;
- d) Licença para pesca específica de tunídeos.

Art. 20.º As licenças para pesca são passadas pelas autoridades Santomenses competentes.

Art. 21.º As licenças de pesca terão a validade de um ano e serão renovadas, por períodos sucessivos de igual duração, a contar da data da sua emissão, salvo para casos previstos em acordos específicos.

Art. 22.º — 1. A taxa anual para concessão ou revalidação de licença de pesca industrial a navios estrangeiros, é fixada até ao montante correspondente a Db 3 800,00 por tonelada de arqueação bruta do barco pesqueiro, em moeda convertível.

2. Os barcos estrangeiros que pescam sob licença nas águas Santomenses, pagam em moeda convertível por e ao fim de cada trimestre, até 20 % do valor internacional da captura total realizada nesse período.

3. Os barcos estrangeiros autorizados a pescarem na Zona Económica Exclusiva Santomense, utilizando a rádio, devem comunicar às autoridades competentes:

- a) Quando entram na Zona Económica Exclusiva Santomense e a existência de captura nos seus portões nesse preciso momento;

b) Sua localização diária;

c) Por captura, sua localização, quantidade e qualidade capturada;

d) O Momento da saída da zona.

CAPÍTULO V

Secção I

Das Infracções

Art. 23.º A fiscalização e averiguação das infracções ao presente decreto-lei e suas disposições regulamentares é da competência dos agentes habilitados para o efeito, pela Administração Marítima local e pelo Serviço Nacional de Vigilância Marítima.

Art. 24.º Os agentes mencionados no artigo anterior têm competência, no exercício das suas funções, para visitar os navios de pesca durante as suas fainas, podendo requerer auxílio da força pública para a averiguação ou perseguição dos infractores, bem como a apreensão de embarcações, engenhos e matérias primas proibidas ou produto pescado em violação às disposições do presente decreto-lei.

Art. 25.º — 1. Ao constatar a prática de uma infracção, o agente levantará auto de notícia que conterá, quanto possível, a exposição sucinta dos factos e suas circunstâncias, a identificação do autor da infracção e das testemunhas, bem como a descrição dos produtos e engenhos apreendidos.

2. O auto de notícia deve ser assinado pelo agente e, sendo possível, pelo infractor ou a rogo deste.

Art. 26.º — 1. No prazo máximo de quarenta e oito horas, o auto de notícia, bem como os objectos apreendidos, serão remetidos à autoridade marítima territorial competente.

2. No caso da infracção corresponder a pena de prisão, o auto de notícia deverá ser remetido ao Agente do Ministério Público junto do Tribunal Judicial competente.

3. Se o produto apreendido fôr de uma pesca proibida e o seu aproveitamento fôr de interesse público, serão os mesmos vendidos no mercado local. O produto da venda será consignado até a decisão das autoridades mencionadas nos números anteriores.

4. A autoridade marítima local é competente para aplicar as multas previstas no presente decreto-lei.

Art. 27.º Decorrido o prazo de dez dias da data da notificação para pagamento voluntário da multa, sem que tal se verifique, ou logo que o infractor declare não pretender efectuar o pagamento voluntário, observar-se-á o disposto no artigo 35.º

Secção II

Das Infracções Cometidas por Navios Estrangeiros

Art. 28.º Todo o navio estrangeiro surpreendido em acção ou em preparativos de pesca dentro da Zona Económica Exclusiva Santomense, violando as disposições do presente decreto-lei, será apresado e conduzido para o porto Santomense mais próximo.

Art. 29.º — 1. O apresamento poderá ter lugar, para além da Zona Económica Exclusiva Santomense, desde que a perseguição se tenha iniciado no interior da dita zona.

2. O direito de perseguição presume-se que começa desde que é emitido o sinal de parar, visual ou auditivo, dado a uma distância que permita ser visto ou ouvido pelo navio estrangeiro.

3. O direito de perseguição cessa logo que o navio estrangeiro entre no mar territorial do País a que pertence ou de um terceiro Estado.

Art. 30.º — 1. Se o navio estrangeiro se recusar a parar depois de feita a terceira emissão do sinal auditivo ou visual, o barco de patrulha e vigilância Santomense fará uma rajada de aviso para a sua frente.

2. Se o navio estrangeiro persistir na fuga e, em caso de necessidade absoluta, será feito fogo real contra o mesmo, evitando-se, quanto possível, ferir as pessoas que se encontrem a bordo.

Art. 31.º — 1. Se o navio estrangeiro parar ao sinal feito pelo barco da patrulha e vigilância Santomense, uma equipa dirigida pelo oficial do barco dirigir-se-á à bordo do navio estrangeiro.

2. Esta equipa verificará os documentos do barco e, em particular, a licença de pesca, os engenhos utilizados e a existência ou não a bordo de matérias ou substâncias proibidas pelo presente decreto-lei.

Art. 32.º Constatada alguma infracção, será o navio apresado e conduzido para o porto Santomense mais próximo e cumprir-se-ão as disposições dos artigos 26.º e 27.º, mantendo-se o navio apresado e apreendidos todos os documentos indispensáveis à navegação, até designação das autoridades locais competentes.

Art.º 33.º A autoridade marítima local que proceder ao apresamento do navio deverá tomar imediatamente as seguintes medidas:

a) Comunicar a ocorrência ao Organismo competente da Administração Central do Estado, a fim de que este disponha de imediato sobre o destino do pescado susceptível de se deteriorar;

b) Avisar da ocorrência o Ministério dos Negócios Estrangeiros e Cooperação que actuará por via diplomática junto da representação Diplomática ou Governo do Estado, cuja bandeira o navio arvorar.

c) Cassar, quando for caso disso, a respectiva autorização de pesca.

Art. 34.º Se a infracção corresponder apenas a pena pecuniária, poder-se-á levantar o apresamento do navio, sob prestação de caução à ordem da autoridade marítima local, de montante nunca inferior ao máximo da pena aplicável.

Art. 35.º — 1. No caso de não pagamento de multa aplicada, nos trinta dias seguintes à data da notificação, será o navio vendido em hasta pública, depositando-se o excedente, depois de pagos a multa e demais encargos, no Banco Nacional de São Tomé e Príncipe, à ordem do proprietário do navio.

2. A movimentação deste depósito bancário ficará sujeita às Leis Cambiais Santomenses.

Art. 36.º Sem prejuízo das cauções previstas no presente decreto-lei, o produto de uma pesca proibida será apreendido e declarado perdido a favor do Estado Santomense, e os engenhos proibidos serão destruídos, sempre que o Estado não estiver interessado no seu aproveitamento.

CAPÍTULO VI

Das Penas

Art. 37.º As sanções previstas no presente decreto-lei são aplicáveis:

a) Ao capitão ou patrão, quando a infracção é cometida por um navio, sendo neste caso o armador solidariamente responsável pelo pagamento das multas;

b) Aos próprios delinquentes, tratando-se de outros casos.

Art. 38.º A falta de licença para pesca artesanal é punida com multa de Db 500,00 a Db 1000,00.

Art. 39.º A falta de licença para pesca semi-industrial é punida com multa de Db 50 000,00 a Db 100 000,00.

Art. 40.º A falta de licença para pesca pelágica, não incluindo os tunídeos, é punida com multa correspondente a Db 380 000,00 por cada tonelada de arqueação bruta do barco, em moeda convertível.

Art. 41.º A falta de licença para pesca de tunídeos é punida com multa correspondente a Db 570 000,00 por cada tonelada de arqueação bruta do barco, em moeda convertível.

Art. 42.º O não cumprimento das disposições dos n.ºs 2 e 3 do artigo 22.º implica a perda imediata da licença de pesca e multa correspondente ao valor das capturas efectuadas até a altura na zona.

Art. 43. — 1. Todo aquele que fizer uso para a pesca, de matérias explosivas, comete crime punido com prisão de três meses a dois anos e multa de Db 5 000 000,00, acrescida de Db 50 000,00 por cada tonelada de arqueação bruta do barco em moeda convertível.

2. O uso para pesca de substâncias tóxicas susceptíveis de enfraquecer, atordoar, excitar ou matar animais aquáticos, é crime punido com prisão de três meses a dois anos e multa de montante correspondente ao triplo do disposto no número anterior, em moeda convertível.

3. A detenção a bordo de um navio sem autorização, de matérias explosivas ou substâncias tóxicas susceptíveis de enfraquecer, atordoar, excitar ou matar animais aquáticos, será punida com multa de Db 5 000 000,00, em moeda convertível.

Art. 44.º Todo aquele que fizer uso para a pesca, de engenhos proibidos ou que não abedeçam às características previstas no presente decreto-lei ou nas normas elaboradas para sua regulamentação, é punido com multa em moeda convertível, correspondente Db 6 000 000,00.

Art. 45.º A prática de pesca em zonas, períodos ou horas legalmente proibidas é punida com multa de Db 500 000,00 em moeda convertível.

Art. 46.º Todo aquele que impedir ou resistir a visita a bordo de um agente no desempenho das suas funções comete o crime de desobediência e incorrerá na multa de Db 600 000,00, em moeda convertível.

Art. 47.º O montante das multas previstas nas disposições do presente decreto-lei será elevado para o dobro:

a) Quando a infracção se verificar dentro do mar territorial da República Democrática de S. Tomé e Príncipe;

b) Nos casos de reincidência.

CAPÍTULO VII

Disposições Finais

Art. 48.º As dúvidas e casos omissos que o presente decreto-lei revelar serão resolvidos por despacho do Ministro da Agricultura e Pescas.

Art. 49.º Fica revogada toda a legislação que contrarie o disposto no presente decreto-lei.

Art. 50.º Este decreto-lei entra imediatamente em vigor.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros em 3 de Dezembro de 1981.

O Ministro da Defesa e Segurança Nacional, *Daniel Lima dos Santos Daio*. — O Ministro dos Negócios Estrangeiros e Cooperação, *Maria do Nascimento da Graça Amorim*. — O Ministro do Plano, *Henrique Pinto da Costa*. — O Ministro da Agricultura e Pescas, *Arlindo Pereira Bragança Gomes*. — Pelo Ministro da Educação e Cultura, *Joaquim Rafael Branco*. — O Ministro da Saúde e Desportos, *Carlos Alberto Pires Tiny*. — O Ministro das Indústrias, Construções e Habitação, *Oscar Aguiar Sacramento e Sousa*. — O Ministro do Comércio, *Fausto Soares da Vera Cruz*. — O Ministro do Trabalho e Previdência Social, *Dionísio Tomé Dias*. — O Ministro da Justiça, *Celestino Rocha da Costa*. — O Ministro da Informação, *Maria do Rosário Barros*. — O Secretário de Estado dos Transportes e Comunicações, *Fernando José Paquete da Costa*. — O Secretário de Estado da Educação e Cultura, *Joaquim Rafael Branco*.

Promulgado em 31 de Dezembro de 1981.

Publique-se.

O Presidente da República, MANUEL PINTO DA COSTA.